

**ACQUISITION DE LA BRIQUE ELEMENTAIRE DEDIEE À LA MÉTROLOGIE
D'UNE PLATEFORME 4.0 POUR L'ECOLE SUPERIEURE D'INGENIEURS DE
PARIS-EST (ESIPE) DE L'UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) n° 2021FOUR024MLV

SOMMAIRE

ARTICLE 1 PARTIES CONTRACTANTES	3
ARTICLE 2 OBJET ET FORME DU MARCHE	3
2.1 Objet du marché	3
2.2 Forme du marche	3
ARTICLE 3 DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 4 PIECES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 5 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESATIONS	4
5.1 Dispositions générales	4
5.2 Conditions de livraison et d'installation	5
5.3 Lieu de livraison	5
5.4 Formation du personnel	5
ARTICLE 6 PRIX	5
6.1 - Forme du prix	5
6.2 Contenu des prix	5
6.3 Frais de port et d'emballage	5
ARTICLE 7 PENALITES	5
7.1 Retard de livraison des fournitures ou services	5
7.2 Pénalités pour indisponibilité	6
7.3 Pénalités en cas de travail dissimulé	6
ARTICLE 8 VERIFICATION ET RECEPTION	6
8.1 Vérification quantitative	6
8.2 Vérification qualitative	6
8.3 Réception	6
ARTICLE 9 GARANTIE	6
ARTICLE 10 MODALITES DE REGLEMENT	6
10.1 Avance	6
10.2 Délai global de paiement - intérêts moratoires	7
10.3 Facturation	7
10.3.1 Présentation des factures	7
ARTICLE 11 RESILIATION	8
ARTICLE 12 LITIGES ET JURIDICTION COMPETENTE	8
ARTICLE 13 ASSURANCE	9
ARTICLE 14 NORMES-BREVETS-LICENCES	9
ARTICLE 15 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	9
ARTICLE 16 CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES	9
ARTICLE 17 DEROGATIONS AU CCAG/FCS	10

ARTICLE 1 PARTIES CONTRACTANTES

L'Université Gustave Eiffel établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel créé par décret n° 2019-1360 du 13 décembre 2019 – sise Campus Marne-la-Vallée - 5 boulevard Descartes – Champs-sur-Marne – 77454 Marne-la-Vallée cedex 2, représentée par son Président, Gilles ROUSSEL ;

Et

L'entreprise attributaire du marché, ci-après désignée le Titulaire.

ARTICLE 2 OBJET ET FORME DU MARCHE

2.1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet l'acquisition, par l'Ecole Supérieure d'Ingénieurs de Paris-Est (ESIPE) de l'université Gustave Eiffel, de la brique élémentaire dédiée à la métrologie d'une plateforme 4.0.

Une plateforme 4.0 est un équipement indispensable pour former de futurs ingénieurs aux compétences suivantes :

- i. être capable de présenter une vision générale des enjeux et des problématiques et de proposer un projet de développement d'usine 4.0,
- ii. être capable de dialoguer avec les différents acteurs impliqués dans le développement d'un projet d'usine 4.0,
- iii. interagir dans un environnement 4.0.

La brique élémentaire dédiée à la métrologie est un élément essentiel de la plateforme 4.0 permettant d'effectuer les mesures liées à la vérification des spécifications fonctionnelles (géométriques, dimensionnelles et de battement) des pièces fournies en amont et de manière automatisée par un COBOT, d'assurer une liaison et une communication stable avec l'ensemble des systèmes qui composeront à terme la plateforme 4.0, dont le COBOT et l'accès aisé et structuré à l'ensemble des données collectées.

Cet équipement de pointe s'adresse à l'ensemble des promotions des filières d'ingénieurs, de la licence professionnelle et du diplôme universitaire (DU) "usine du futur 4.0" de l'ESIPE.

Le présent marché n'est pas alloti.

2.2 FORME DU MARCHE

Le présent contrat est un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article R2123-1 alinéa 1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant la partie réglementaire de la commande publique.

ARTICLE 3 DUREE DU MARCHE

Le marché court à compter de sa date de notification jusqu'à la fin de garantie « constructeur » ou contractuelle si celle-ci est étendue.

L'exécution du marché commencera dès réception par le Titulaire d'un bon de commande. La livraison doit intervenir dans un délai de dix (10) semaines à compter de cette date.

A compter de sa date de livraison, le matériel est installé par le Titulaire dans un délai de quatre (4) semaines.

ARTICLE 4 PIECES CONTRACTUELLES

Pièces du marché par ordre de priorité décroissante :

Par dérogation à l'article 4 du CCAG/FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le devis du Titulaire
- Le bon de commande;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé par l'université fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé par l'université fait seul foi ;
- Le mémoire technique du Titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales (non joint) applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Ce document n'est pas fourni par l'administration ; il est réputé être connu par le Titulaire.

Toute clause, portée dans le tarif ou la documentation quelconque du Titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 5 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 DISPOSITIONS GENERALES

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celle en vigueur à la date du marché).

5.2 CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'INSTALLATION

La livraison et l'installation du matériel sont assurées par le Titulaire qui prend toutes les dispositions nécessaires pour mener à bien à la réalisation de la prestation. Lors de la livraison, un bon de livraison est établi par le Titulaire conformément à l'article 21.2 du CCAG/FCS

5.3 LIEU DE LIVRAISON

Ecole Supérieure d'Ingénieurs de Paris-Est (ESIPE)
Bâtiment COPERNIC
Salle CRT : 0S315
5 bd Descartes
77420 CHAMPS SUR MARNE

5.4 FORMATION DU PERSONNEL

Le Titulaire assure la formation du personnel chargé d'utiliser l'équipement dans les locaux de l'Université selon les modalités de l'article 4 du CCTP.

ARTICLE 6 PRIX

6.1 - FORME DU PRIX

Le prix du présent marché est ferme et non actualisable.

Le présent marché est établi pour un prix global forfaitaire figurant sur le devis détaillé du Titulaire.

6.2 CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison. Les éventuels frais de déplacement des préposés du Titulaire sont inclus dans les prix du marché.

6.3 FRAIS DE PORT ET D'EMBALLAGE

Les prix s'entendent franco de port et d'emballage standard pour une livraison en France métropolitaine.

ARTICLE 7 PENALITES

7.1 RETARD DE LIVRAISON DES FOURNITURES OU SERVICES

En cas de non-respect des délais de livraison tels que définis dans l'engagement du Titulaire sur son devis, si le retard n'est pas imputable à la personne publique et sauf cas de prolongation de délai accordé par la personne publique sur demande formulée par le Titulaire dans les

conditions de l'article 14.1 du CCAG/FCS, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule ci-après :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, la formule est :

$$P = V \times R / 100$$

dans laquelle :

P est le montant des pénalités,

V est la valeur de règlement de la partie des fournitures livrées en retard ou de l'ensemble des fournitures si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable,

R est le nombre de jours de retard.

7.2 PENALITES POUR INDISPONIBILITE

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG/FCS, dans le cadre de la garantie et de la maintenance, lorsque l'indisponibilité excède les seuils indiqués dans ce même article, le Titulaire encourt une pénalité d'indisponibilité forfaitaire de 200 € HT par jour.

7.3 PENALITES EN CAS DE TRAVAIL DISSIMULE

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, le Titulaire encourra des pénalités d'un montant de 10 % du montant du bon de commande.

ARTICLE 8 VERIFICATION ET RECEPTION

8.1 VERIFICATION QUANTITATIVE

Conformément à l'article 29.1 du CCAG/FCS.

8.2 VERIFICATION QUALITATIVE

Conformément à l'article 29.2 du CCAG/FCS.

8.3 RECEPTION

A l'issue de la vérification qualitative, les représentants du pouvoir adjudicateur déclara la réception du matériel en le notifiant au Titulaire.

ARTICLE 9 GARANTIE

Conformément à l'article 6 du CCTP.

ARTICLE 10 MODALITES DE REGLEMENT

10.1 AVANCE

Sauf refus du Titulaire signifié à l'acte d'engagement, une avance, conformément à l'article R.2191.3 du Code de la Commande Publique sera versée au Titulaire.

10.2 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT - INTERETS MORATOIRES

Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture. Toutefois, le point de départ du délai est la date d'exécution des prestations ou de réception du produit, lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture ou lorsque celle-ci est incertaine.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.3 FACTURATION

Le paiement est effectué sur présentation d'une facture, après service fait, correspondant à la livraison du matériel, sous réserve de la décision d'admission du matériel.

10.3.1 PRESENTATION DES FACTURES

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture, après service fait, correspondant à l'exécution des prestations constatées par l'Université.

Les factures, libellées au nom de l'Université Gustave Eiffel, doivent être envoyées sous forme dématérialisées par Chorus pro.

Ci-après les renseignements pour déposer vos factures sur Chorus :

Raison sociale : UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL

N° de SIRET : 130 026 123 00013

Libellé de la structure : UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL

Code service : SFACTURIER

Numéro de bon de commande Université : l'absence de ce numéro entraîne rejet systématique de la facture sur chorus

La facture doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique et notamment les renseignements suivants :

- La référence du marché « **2021FOUR024MLV** » ;
- la date ;
- les nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro du bon de commande ;
- L'objet du marché ;
- La date de livraison et installation du matériel ;
- Le montant HT ;

- Le montant de la TVA au taux en vigueur à la date d'établissement de la facture ;
- Le prix total toutes taxes comprises;
- Numéro de la TVA INTRACOMMUNAUTAIRE ;
- Numéro de SIRET du Titulaire.

Toute facture transmise et non conforme à ces dispositions sera renvoyée au Titulaire. Le délai de paiement débutera à réception d'une facture conforme à terme échu.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra rectifier le montant des factures en y imputant notamment les pénalités de retard prévues à l'article 7 du présent marché.

Le Titulaire doit prévenir en temps utile par écrit l'administration de tout changement pouvant avoir une incidence sur les paiements (intitulé du compte bancaire...). L'université Gustave Eiffel ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications internes au Titulaire dont elle n'aurait pas eu connaissance.

L'ordonnateur des dépenses est le représentant légal de l'Université Gustave Eiffel ou ses représentants dûment habilités par délégation de signature.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de l'Université Gustave Eiffel.

ARTICLE 11 RESILIATION

Les dispositions applicables en matière de résiliation du marché sont celles définies au chapitre 7 (articles 38 à 45) du CCAG/FCS.

En cas de défaillance du Titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire exécuter les prestations concernées par un autre prestataire aux frais et risques du Titulaire, selon les dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS.

Après expiration ou résiliation du marché, les parties restent tenues d'honorer les obligations contractées.

ARTICLE 12 LITIGES ET JURIDICTION COMPETENTE

Dans le cas où un accord amiable ne peut intervenir, le litige, pour lequel le droit français seul est applicable, est porté devant le Tribunal Administratif de Melun.

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle
77 000 MELUN
Tél : +33 1 60 56 66 30/ Fax : +33 1 60 56 66 10

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Auparavant, un accord à l'amiable entre les parties sera recherché dont les frais d'expertise éventuels seront partagés au prorata de l'arbitrage rendu.

En cas d'action contentieuse ouverte à l'occasion de la conclusion et exécution du marché, celle-ci sera portée devant le Tribunal Administratif de Melun.

Toute autre clause attributive de compétence pouvant figurer sur les documents du Titulaire sera considérée comme nulle.

ARTICLE 13 ASSURANCE

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le Titulaire, dans un délai de huit (8) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de huit (8) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 14 NORMES-BREVETS-LICENCES

Les matériels faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes françaises ou européennes homologuées en vigueur à la date d'établissement des bons de commande.

ARTICLE 15 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le Titulaire peut avoir accès à des données à caractère personnel pour l'exécution des prestations ou lorsqu'il met en œuvre un traitement sur des données à caractère personnel pour le compte de l'université. Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le Titulaire se conforme aux règles et principes du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 notamment en ses articles 44 et suivants.

ARTICLE 16 CESSIION ET NANTISSEMENT DE CREANCES

Le marché pourra faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement dans les conditions fixées par les articles R2191-45 à R2191-47 du Code de la Commande Publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus à l'article R2191-59 du Code de la Commande Publique auquel renvoie l'article R.2391-28 du même Code est le responsable du service des marchés de l'Université Gustave Eiffel.

ARTICLE 17 DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé	Article du CCAP	NATURE
Art.4	Art.4	Pièces contractuelles
Art. 14.1.1	Art. 7.1	Pénalités pour retard
Art. 14.2	Art. 7.2	Pénalités pour indisponibilité